

ARRÊTÉ DCAT/ BEPE/ N°2023- *LL*
du 25 OCT. 2023

**mettant en demeure la société VTB de respecter certaines prescriptions
pour ses installations sur la commune de Longeville les Saint Avold**

Le préfet de la Moselle
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6 et L.171-8 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements, notamment son article 45 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-06 du 6 février 2023 portant organisation des suppléances des sous-préfets dans le département de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 en date du 30 janvier 2002 modifié par l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-233 du 12 août 2002 autorisant la société valorisation et transformation du bois (VTB) à exploiter une installation de valorisation et de traitement de déchets de bois provenant d'installations classées et de résidus urbains ;

Vu le rapport du 4 octobre 2023 de la nodirection régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le courrier préfectoral du 9 octobre 2023 informant l'exploitant de la mise en demeure envisagée à son encontre, lui transmettant le projet d'arrêté préfectoral correspondant et lui notifiant un délai de 8 jours pour faire part de ses observations ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant formulées dans le délai imparti ;

Considérant que, lors de l'inspection du 4 juillet 2023, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan des zones à risques de l'établissement ;

Considérant que l'inspection a constaté la présence d'un seul panneau « risques incendie » sur le site et que ce panneau, peu lisible, ne permet pas de délimiter la zone « risques incendie » de l'établissement ;

Considérant, par conséquent, que les prescriptions concernant la disponibilité du plan répertoriant les zones à risques « incendie » ainsi que leurs matérialisations par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux notamment...) fixées par l'article 35.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé ne sont pas respectées et que l'exploitant est tenu de respecter ces dispositions ;

Considérant que lors de l'inspection du 4 juillet 2023, la société VTB a présenté le rapport de vérification des installations électriques du 13 juin 2023 par un organisme agréé, relevant des non-conformités et que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des actions menées afin d'y remédier ;

Considérant, par conséquent, que les prescriptions concernant la conformité des installations électriques fixées par l'article 36.6 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que ces non-conformités sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Objet

La société VTB (dont le siège social est situé route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold) est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à Longeville-lès-Saint-Avold, les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 modifié par l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-233 du 12 août 2002 :

- 35.2.1 : relatives aux zones de risques incendie ;
- 36.6 : concernant la conformité des installations électriques.

sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société VTB et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach-Boulay-Moselle et au maire de Longeville les Saint Avold.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par intérim



Bruno Charlot

Délais et voies de recours

En vertu de l'article L171-11 du code de l'environnement :

« Les décisions prises en application des articles L.171-7, L.171-8 et L. 171-10, sont soumises à un contentieux de pleine juridiction ».

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

